

2&3
FÉVRIER
2019

Texte d'orientation

LA GRANDE BIFURCATION

Rencontres
fondatrices
de Valence

La colère et l'espoir

Il se passe quelque chose.

Depuis plus de deux mois, la révolte des "Gilets Jaunes" bouscule l'ordre politique de la Vème République. Elle a le caractère irrésistible d'une force qui va. Et même si personne ne sait où elle va, nous savons d'où elle vient : des profondeurs de notre peuple.

Elle est le résultat d'une sédimentation de plusieurs décennies pendant lesquelles se sont accumulés frustrations, ressentiments, colères, exaspérations, jalonnées de dates qui sont autant de bornes témoins d'une double fracturation. Sociale d'abord : réforme des retraites remise en cause du droit du travail, privatisations et affaiblissement des services publics ; démocratique : Maastricht en 1992 l'élection présidentielle de 2002, le référendum sur le traité constitutionnel en 2005 (et son détournement avec le traité de Lisbonne trois ans plus tard). ■■■

; territorial : relégation d'espaces urbains, ruraux, péri-urbains, ultra-marins, aggravation des déséquilibres renforcés par la loi NOTRE etc... »

La France n'est pas le seul pays hautement inflammable. Aucun continent n'est épargné. Mais **la singularité hexagonale tient de son rapport particulier à la promesse républicaine d'égalité**, et à son rejet manifeste du libéralisme économique. Chez nous, la passion de l'égalité emporte tout, et même la droite préfère taire ses affinités thatchériennes.

L'avènement d'un ordre profondément injuste, résultat de ce qu'on a appelé la mondialisation libérale (qui est l'autre nom du capitalisme financier mondialisé), heurte de plein fouet une culture politique nationale depuis longtemps fondée sur l'attachement aux protections collectives, le rôle régulateur de l'Etat, le caractère irremplaçable des services publics.

Le dynamisme, la capacité d'adaptation et d'innovation du modèle libéral ont souvent été mis en avant par les « premiers de cordée ». Mais les crises successives en révèlent surtout l'impasse. Mu par sa seule avidité, le capitalisme d'aujourd'hui est caractérisé par une stupéfiante pulsion de mort. Dans ce monde où l'argent est la mesure de toute chose, la prédation ne connaît pas de limite. L'écosystème lui-même, et donc la capacité de l'homme à vivre sur la planète, est désormais gravement menacé.

Or les capitalistes ne font même plus semblant de « jouer le jeu » : évasion fiscale de grande ampleur, justification des inégalités, absence de civisme des firmes multinationales qui n'ont que faire des frontières, des règles et des normes.

La « sécession des élites » aboutit à la négation de la souveraineté des peuples et des États. Et les dirigeants, faibles et défaitistes, en viennent à craindre davantage le verdict de agences de notation que la colère des peuples.

L'erreur des macronistes et des commentateurs zélés aura été de croire que le résultat de la présidentielle de 2017 sonnait l'heure de la normalisation française, fantasme longtemps caressé par le « cercle de la raison » : **le marché, les marchands, les marcheurs.**

Gagnant, le macronisme ne reposait pourtant au premier tour, que sur un socle sociologique fragile et friable. Avec le recul, son élection aura surtout été un nouvel acte de ce dédagisme violent qui touche aujourd'hui indistinctement toutes les institutions et tous les corps intermédiaires. De fait, les partis traditionnels, qui ont mené à peu près la même politique économique et européenne depuis près de 20 ans, avec des résultats lamentables, se sont retrouvés marginalisés (LR et PS).

Emmanuel Macron prétendait en privé avoir « réussi un braquage ». Il a lui-même interprété cette métaphore au sens littéral. Réforme de l'ISF, flat tax sur les revenus financiers, augmentation de la CSG, ordonnances travail, privatisation rampante de la SNCF. Dès le début de son mandat, le président a cru pouvoir réaliser le rêve de ceux qui l'avaient aidé à se présenter : une politique au service des détenteurs du capital, sans s'embarrasser du moindre vernis « social ».

Et donc, plutôt qu'une « révolution », l'intensification et l'amplification des politiques de ses prédécesseurs qui mènent à restaurer les inégalités qui prévalaient au début du XXème siècle.

Ajoutons à cela une pratique du pouvoir hautement problématique : surjeu grotesque de la « verticalité », copinage honteux et privilèges indus, comportement et propos indignes d'un Chef de l'Etat : médusés, les Français découvrent qu'ils ont à leur tête un pur produit de synthèse, mêlant le cynisme des élites néo-libérales et la morgue traditionnelle de la noblesse d'Etat.



La crise, donc, tout la laissait présager.

L'événement : rien n'en annonçait la forme, inattendue, les modalités d'action, inédites, les mots d'ordre, divers et denses.

Transversalité, désintermédiation, polarisation : un mouvement sans Parti, sans avant garde, sans syndicat, sans leader. **Les précautions que le mouvement des gilets jaunes prend pour protéger son autonomie par rapport aux organisations syndicales et politiques, y compris de gauche, confirment la rupture grandissante entre celles-ci et le peuple.** Non sans raisons. En France, ne sont-ce pas les mêmes qui, après avoir soutenu les manifestations contre le « Contrat premier embauche » en 2011, ont fait voter et mis en place les lois El Khomri en 2016 ? En Grèce, la conviction que Syriza constituait le relais de la résistance aux politiques d'austérité a laissé la place en 2015 aux reculades du gouvernement d'Alexis Tsipras qui a finalement permis aux créanciers de la Grèce de poursuivre par d'autres moyens, la même politique de destruction sociale et de privatisation des biens communs.

A partir d'une revendication précise (le refus de la hausse des taxes sur les carburants), le mouvement des Gilets jaunes s'est élargi progressivement à tous les domaines de la vie économique, sociale, démocratique. Un mouvement dont l'ampleur et la durée s'expliquent en partie par un soutien populaire que rien ne semble aujourd'hui entamer.

Comme il est normal, chacun puise dans les références historiques (grandes jacqueries, Révolution de 1789, etc.) ou dans les expériences politiques récentes (printemps arabes, Indignados, Occupy Wall Street, Nuit Debout, mais aussi Cinq étoiles, Tea party et trumpisme) des éléments de comparaison à l'échelle internationale.

Mais ce qui compte, c'est le présent, dans son irréductibilité. A l'évidence, la France qui se révolte est l'oubliée de la mondialisation heureuse (celle des classes aisées des métropoles), occultée par l'optimisme béat des promoteurs de la *start-up nation* :



La France des ronds-points et des supermarchés, la France périurbaine et rurale et leur cohorte de celles et ceux « qui roulent au diesel et qui fument des clopes ».

Le mouvement des Gilets Jaunes, c'est bien l'effraction du réel. Il rend visible, tout d'un coup, ce que le langage managérial, qui euphémise et déshumanise, avait jusque-là dissimulé tant bien que mal.

Derrière les mots abstraits (délocalisation, dérégulation, restructurations, dumping, etc.), il y a des réalités concrètes et tangibles : les fins de mois difficiles, les longs trajets en voiture, la fermeture des commerces de proximité, la désertification médicale, la disparition des services publics sur toute une partie du territoire, la souffrance au travail, les retraites de misère. Et puis aussi le sentiment de relégation, l'angoisse du déclassement, le mépris social, la juste colère devant le spectacle quotidien de l'indécence des puissants.

Au sens premier, on porte un gilet jaune pour être vu et ne pas se faire écraser : les drames sociaux, les galères quotidiennes, traités comme de simples faits divers (le suicide de l'agriculteur, la chemise déchirée d'un cadre d'une grosse entreprise, la condamnation d'une femme affamée qui vole au supermarché, la destruction de quelques radars) s'invitent désormais, en continu, sur nos écrans.

En dépit du climat de défiance généralisé envers les autorités constituées, **en dépit du caractère a priori destituant du processus actuel, il y a une place pour une perspective de transformation sociale.**

La colère ne s'oppose pas à l'espoir.

Elle peut même le féconder. Et c'est notre responsabilité que d'y contribuer. D'abord en restant au contact. Si la gauche déserte le terrain des luttes, alors en effet il ne restera que la droite extrême.

Les mots d'ordre qui émergent, les revendications contenues dans les cahiers de doléances constituent déjà un programme politique. Il y a là, en germe, tous les éléments d'un véritable New Deal à la française, d'une grande bifurcation de la politique économique, sociale et écologique. A nous de le faire savoir, d'en démontrer la pertinence et la crédibilité.



Il y a enfin, et c'est sûrement la dimension la plus spectaculaire de la révolte des citoyens en gilets jaunes, la dimension démocratique. Si le pouvoir ne prend pas la mesure du choc et n'y répond que par ses manœuvres dilatoires (comme ce grand débat qui n'en est pas un), alors il est probable que le pays s'enfoncé dans un processus destituant, forcément long et à l'issue incertaine. A nous, avec d'autres, de proposer une autre issue. Elle est au moins contractuelle : on ne reconstruit pas la confiance d'un coup de baguette magique.

Elle doit assumer des transformations radicales. **La seule façon d'y parvenir, c'est d'associer étroitement le peuple souverain aux décisions qui le concernent.** D'où le recours fréquent au référendum, à la démocratie participative, à la délibération collective sur l'ensemble du territoire.

A l'appui de ces reconquêtes républicaines que nous ambitionnons, il y a une stratégie politique. Nous l'appelons « **nouveau Front Populaire** » parce qu'elle évoque à la fois un contenu et une méthode. Il ne s'agit pas de ressusciter une improbable alliance d'appareils, mais bien d'entraîner les forces progressistes dans l'élaboration d'une alternative politique unitaire en lien avec les luttes, et d'enclencher alors une dynamique irrésistible : celle de la transformation sociale.

Conscients de nos responsabilités, c'est pour préparer l'avenir que nous avons choisi de nous réunir et de nous mettre en action, sûrs de ce que nous sommes et de ce que nous voulons.

Notre engagement repose sur un triple fondement :

la République, l'écologie et le socialisme

Nous sommes d'abord des républicains, convaincus que l'unité de notre peuple passe par l'élaboration et l'affirmation d'un projet commun qui traduit notre devise – Liberté, Égalité, Fraternité, et Laïcité – en actes, et réarme l'intervention publique pour garantir l'intérêt général.

Nous sommes ensuite des écologistes, déterminés à orienter le développement économique et technologique – et au besoin, à lui fixer des limites – au nom même des intérêts humains et de ceux du vivant.

Nous sommes enfin des socialistes, car nous voulons construire la société non sur la concurrence mais sur la coopération entre les humains, la justice sociale, le partage du pouvoir, du savoir et des richesses.

I. Nous prenons le parti du vivant

À la différence de celles et ceux qui croient qu'il est possible de verdir et de moraliser la mondialisation financière, nous sommes convaincus qu'il faut changer l'ordre du monde pour sortir de la dynamique mortifère dans laquelle il entraîne l'humanité. Car au-delà de la crise écologique, **c'est bien un problème existentiel qui est posé à l'humanité : celui d'une minorité défendant à corps perdu un mode de vie prédateur et égoïste qui n'est pas viable.**

À l'origine de l'exploitation folle de nos ressources naturelles se trouve la même logique d'enrichissement sans limite qui a produit les crises financières. La solution ne pourra venir que de la mise sous contrôle des puissances économiques et financières qui, en voulant faire la loi du monde, provoquent son chaos. La solution ne pourra venir que de la transformation de notre société consumériste en une société plus sobre, plus harmonieuse et mieux intégrée à son environnement.

Le communisme et la social démocratie ont largement sous-estimé la puissance créatrice d'un capitalisme qui a su se nourrir depuis deux siècles des progrès inouïs de la science et des techniques. Ils ont aussi sous-estimé sa capacité à se renouveler, à s'emparer de nouveaux espaces, à créer de nouveaux besoins en s'appuyant sur le mouvement vers l'individualisation et l'extension sans fin de la sphère marchande.

Les propos tenus par Nicolas Hulot pour expliquer sa démission articulent très clairement le cœur du problème et l'ampleur de la bifurcation à mettre en œuvre : « La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la biodiversité fond comme neige au soleil. Et on s'évertue à réanimer un monde économique qui est la cause de tous ces désordres ! ». Qu'ajouter, sinon qu'il devrait alors aller au bout du raisonnement...

Le dérèglement climatique fait voler en éclats l'échafaudage idéologique sur lequel repose le conservatisme contemporain. Un système de croyances qui vilipende l'action collective, dénigre le secteur public et pourfend toute réglementation est fondamentalement inconciliable avec la résolution d'une crise qui exige précisément une mobilisation collective à une échelle sans précédent.

La myopie du système marchand ne saurait prendre en compte le long terme. Or, s'il est un domaine où cette exigence est absolue, c'est bien la préservation de notre environnement. **La transition écologique s'impose et exige une stratégie déterminée, permanente et progressive.** Elle impose des efforts majeurs dans la recherche scientifique et l'innovation sociale. C'est pourquoi nous défendons le processus de planification écologique. Elle doit s'opérer tant au niveau national que régional car il s'agit de valoriser toutes les potentialités du territoire. La relocalisation des activités, les circuits courts, l'économie circulaire, le "Fabriqué en France" sont autant d'objectifs que nous entendons intégrer à cette planification.

Nous entendons lier le combat social et le combat écologique en devenant pleinement écosocialistes : on ne peut concevoir une écologie qui contribuerait à aggraver les inégalités sociales.

Retenons quelques principes : chacun doit contribuer à proportion de ses facultés respectives, il ne saurait y avoir de contraintes ou d'augmentation des taxes s'il n'y a pas d'alternative accessible et, quand la fiscalité écologique touche les foyers modestes, elle doit être compensée (baisse de la TVA sur les produits première nécessité par exemple). **Nous défendons une écologie populaire.**

Préserver la biodiversité

Il y a plus de dix ans, à Paris, à la conférence internationale « Biodiversité, science et gouvernance », les scientifiques ont arrêté une définition du vivant qui va bien au-delà de la seule question de la biodiversité des espèces : « *La Terre abrite une extraordinaire diversité biologique, qui inclut non seulement les millions d'espèces qui habitent notre planète, mais aussi la diversité de leurs gènes, physiologies et comportements, la multitude des interactions écologiques entre elles et avec leur environnement physique, la variété des écosystèmes complexes qu'elles constituent. Cette biodiversité, qui est le produit de plus de trois milliards d'années d'évolution, constitue un patrimoine et une ressource dont l'humanité dépend de multiples façons.* »

Avec ses territoires ultramarins et près de 11 millions de km² d'espaces océaniques placés sous sa juridiction, la France abrite environ 10% de la biodiversité de la planète. Elle recèle en particulier près de 19000 espèces endémiques - que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le monde. Elle figure du coup parmi les dix pays hébergeant le plus grand nombre d'espèces menacées au niveau mondial.

La préservation de la biodiversité n'est pas une lubie de poètes. Elle répond à un impératif vital, et à une urgence existentielle.

Les principales menaces sont connues : l'artificialisation de la terre, l'acidification des océans et le dérèglement climatique. L'utilisation massive par l'agriculture de composés chimiques comme les pesticides n'est pas seule en cause. L'utilisation dans l'ensemble des activités économiques de composés synthétiques issus de l'industrie chimique et leurs sous-produits engendrés par des procédés industriels regroupés sous la dénomination des perturbateurs endocriniens, menace directement la santé des populations.

Or la santé dépend autant de la qualité des conditions de vie, de la prévention et de l'amélioration de notre alimentation que des progrès de la médecine.



Engager la révolution agricole

La France, grand pays agricole, doit engager sans tarder une transformation profonde de son modèle agricole actuel. Il n'est pas soutenable et il y a urgence à le changer. Quel est le moteur de la course au gigantisme agricole et à l'utilisation croissante des produits chimiques ? La conquête des parts de marchés à l'export. Nous vivons encore dans l'imaginaire de la création de la PAC et du remembrement, croyant que l'autosuffisance alimentaire n'est possible qu'au prix de l'agriculture chimique intensive. Ce mythe est dépassé. Les craintes pour les « rendements » ont moins à voir avec l'approvisionnement des Français qu'avec la pression des marchés mondiaux et particulièrement la guerre contre les producteurs américains (du Sud comme du Nord).

La productivité n'a jamais été aussi élevée mais la majorité de nos agriculteurs n'a jamais aussi mal gagné sa vie. En 2016, la moitié des exploitations agricoles françaises affichaient un Revenu Courant Avant Impôt par actif inférieur à 14000 euros. Plus de la moitié des 800000 paysans vit dans la grande pauvreté avec des revenus mensuels ne dépassant pas 350€.

Le productivisme agricole contemporain n'a que faire du bien-être animal, de la santé, de la qualité et de l'intérêt général humain. Sauf à se rendre complice des pires dérives sanitaires et écologiques, nous ne pouvons plus laisser faire des aberrations comme les « fermes des 1000 vaches ». On voit également les dégâts de cette agriculture dans les pays du sud avec la déforestation, l'accaparement des terres ou encore la chute des productions vivrières. Nous devons défendre partout dans le monde le principe de souveraineté alimentaire.

Il faut réformer nos techniques agricoles pour qu'elles soient plus résilientes et plus respectueuses de l'environnement, afin de permettre aux fermes et à leurs exploitants de survivre dans un contexte climatique changeant.

La priorité publique doit aller à l'agriculture raisonnée et surtout biologique, aux logiques de proximité (des circuits courts, au produire local) **au respect de la saisonnalité** : il devient aberrant de manger des fraises en hiver, de faire murir des tomates sur des cargos polluants en direction de la Chine avant de les réimporter sous forme de sauce, ou de transporter sur plus de 15000 kilomètres des cabillauds norvégiens pour qu'ils puissent gonfler à l'eau et au phosphate avant de revenir sur les étals européens.



Il est temps, enfin, de se saisir de la question du gaspillage alimentaire (9 millions de tonnes de nourriture sont jetées et détruites chaque année en France, soit ... 137kg par personne !) et d'organiser la répartition des invendus et les obligations de la grande distribution.

Une réorientation massive des fonds de la Politique Agricole Commune qui représente près de 9 milliards d'euros ne suffira pas. Il faudra consentir un effort budgétaire conséquent de plusieurs milliards d'euros pour que la France démontre à l'Europe et au Monde qu'un autre mode de production agricole est, non seulement indispensable à la protection de la planète, mais possible et bénéfique pour la santé des populations et la juste rémunération des agriculteurs.

Réussir la transition énergétique

Enfin, il est indispensable de faire de la lutte contre l'effet de serre une réalité quotidienne. L'investissement massif pour l'isolation thermique des logements, le développement des réseaux de chaleur et la conversion de l'habitat en centrales énergétiques autonomes doivent devenir une priorité, car l'énergie la plus rentable est d'abord celle qui n'est pas consommée.

En matière de transport, la filière automobile française doit être accompagnée et soutenue pour **rendre les véhicules plus sobres et moins polluants, développer les filières électrique et hydrogène**. Mais de façon plus encore plus ambitieuse c'est toute l'architecture de nos systèmes de transport qui doit être repensée de façon à réduire leur empreinte énergétique. **Donner la priorité aux transports publics**, les rendre plus accessibles, favoriser les mobilités douces, combinées ou partagées, réduire les distances entre domicile et travail, développer les tiers-lieux... nous impose de ré-inventer notre conception même de l'aménagement du territoire.

Réussir la transition écologique, c'est ainsi une promesse de création de très nombreux emplois.

L'énergie doit par ailleurs redevenir un bien public, afin que les Français aient tous accès à une énergie sûre, de qualité et à bas coût.

La privatisation des barrages hydroélectriques, initiée par le gouvernement Valls, confirmée fin janvier 2018 par le gouvernement Philippe, est une trahison des intérêts nationaux.

L'énergie hydroélectrique produit 12,5% de notre électricité et représente 70% de notre production d'énergie renouvelable ; c'est l'énergie la moins chère, avec 20 à 30 €/MWh. Or, les directives européennes ont imposé la privatisation des barrages pour répondre à la logique libérale. L'objectif est clair : séparer la production de la distribution, casser ce qui est critiqué comme un « monopole d'État » pour mettre en concurrence les fournisseurs.

À l'évidence, une telle ambition pour la France rend la nationalisation à 100% d'EDF, d'Engie et de GRDF incontournable, sous peine de priver notre pays de la maîtrise des coûts de la politique qu'elle décidera de mener. **Il n'y a en tout état de cause aucune raison de laisser un secteur aussi décisif pour l'indépendance de notre pays et sa sécurité entre les mains des intérêts privés.**

Soyons en persuadés, la transition énergétique est un processus de longue haleine qui requiert une volonté sans faille, depuis la résistance aux lobbies jusqu'aux changements des comportements individuels.

Cette perspective de long terme impose une tutelle publique sur l'investissement énergétique afin de multiplier par deux, sur dix ans, le recours aux énergies renouvelables.

Le défi est immense mais l'humanité n'a pas d'autre choix que de le relever. Ils'agit enfin d'inventer une société nouvelle, plus sobre et plus durable.

Républicains éco-socialistes, nous ne séparons pas l'avenir de l'être humain de celui du monde vivant.

Notre parti prend donc résolument le parti du vivant.

II. Nous prenons le parti du travail

Nous ne croyons pas à la fin du travail. Les problèmes soulevés par le chômage comme les souffrances générées par les formes d'organisation néolibérales sont là pour attester de l'importance du travail dans notre vie, de la centralité politique de cette question et de la pertinence d'une alternative socialiste plaçant le partage des richesses, la répartition du travail, la coopération et la solidarité au cœur de ses analyses.

Démondialiser

Ce qui change vraiment, c'est l'extension du capitalisme.

Plus aucun recoin de la planète ne lui échappe, ni la moindre sphère de production de biens ou de services. Tout est devenu marchandise ; et la plupart des dirigeants politiques s'en accommodent – quand ils ne s'en réjouissent pas bruyamment en signant tel traité de libre-échange ou en votant telle privatisation.

Pour fabriquer les marchandises, la division du travail poursuit son déploiement en régime capitaliste. Elle concerne la fabrication des marchandises, mais désormais aussi des services. La libéralisation des capitaux, le libre échange généralisé, la dépossession des États de leur capacité à réguler, le pouvoir croissant des multinationales, facilité par les nouvelles technologies, a entretenu tous les dumpings sociaux, fiscaux et environnementaux.

La guerre économique généralisée qu'on appelle aussi « mondialisation » ou « globalisation », et son arme redoutable de la concurrence « libre et non faussée » nous alignent tous par le bas. En France, pays pourtant le plus insoumis à l'injonction inégalitaire du modèle capitaliste - au point d'exaspérer ses disciplinés voisins, la part des profits dans la valeur ajoutée a grimpé de 10 points depuis les années 1980. C'est-à-dire que si les profits en étaient restés à leur niveau des années 1970, les salaires seraient dans l'Hexagone supérieurs de... 240 milliards d'euros par an ! Soit cinq millions d'emplois à 2000€ nets .



En 2018, le seul CAC40 a servi 57,4 milliards d'euros à ses actionnaires et comme un bonheur n'arrive jamais seul, cette même année Emmanuel Macron leur a divisé l'impôt par deux avec sa « réforme » de l'ISF et sa « flat tax ». Si 2019 s'annonce sous de moins bons auspices, on relèvera tout de même que la giga subvention du CICE (20 milliards par an, effet emploi proche de zéro) fera un bond de 100%. Ce dispositif, faute d'avoir été réservé au seul secteur industriel, s'est révélé incapable d'enrayer le déficit de notre balance commerciale.

En comprimant sans cesse la demande, qu'on parle de salaires (50% des travailleurs gagnent moins de 1750€ net, soit le salaire de subsistance augmenté de quelques restaurants par an, un week-end à la mer et des cadeaux fabriqués en Chine pour les enfants) **ou qu'on parle de services publics** (hors des métropoles, l'Etat s'est littéralement effondré), **les néolibéraux scient la branche sur laquelle leurs donneurs d'ordres sont assis.** Comme les gens n'ont pas d'argent, alors on baisse les prix, et comme baisser les prix fait baisser les profits, alors il faut donner aux gens moins d'argent. Ce qui conduira à de nouvelles baisses de prix, et ainsi de suite.

Beaucoup ont pu espérer que l'Union européenne serait un espace politique, économique et social capable d'instaurer une régulation sociale et environnementale afin de résister à tous les dumpings. C'est l'inverse qui s'est réalisé. On observera que **cette plongée aveugle de notre continent dans cette mondialisation a non seulement remis en cause nos modèles sociaux, entamé la confiance des peuples dans leur avenir, mais aussi freiné sa croissance économique.**

Si l'on veut organiser une nouvelle prospérité pour la France et l'Europe, la démondialisation est bien à l'ordre du jour !

Définanciariser l'économie

Pour sortir de la spirale infernale que l'on appelle techniquement « baisse tendancielle du taux de profit », la financiarisation vient à la rescousse du capitalisme. Depuis trente ans, l'argent circule 1000 fois plus vite sur les marchés financiers, créant autant « d'opportunités » pour capter des bénéfices.

Au 20ème siècle, on valorisait une entreprise cotée à ses actifs ; au 21ème on la valorise à « ses profits futurs ». Il faut donc faire croire aux « investisseurs » que les profits ne cesseront jamais d'augmenter.

Et pour croire à ça, rien de mieux qu'une politique néolibérale à perpétuité. **Macron, Draghi, Merkel ou l'Union européenne en général ne sont, en dernière analyse, qu'un contrat d'assurance-vie du cours de bourse.**

Mais l'extension de la sphère du profit à la finance est en même temps la bouée de sauvetage et le tombeau du capital. La déconnexion entre la richesse réelle produite par le travail humain en transformant la nature, et la richesse virtuelle produite par les injections de profit dans le circuit boursier, génèrent des bulles qui grossissent puis éclatent : les krachs. Celui de 2007-2008, a coûté des milliers de milliards de dollars, d'euros, de livres, de yens, de yuans ; des millions de chômeurs et de pauvres ; des plans d'austérité sans fin, des tensions sociales immenses. Combien coûtera le prochain ?

La démondialisation doit impérativement avoir son pendant financier. Pour préserver le niveau de vie, tant de la prédation des actionnaires que des « plans de sauvetage » payés par les peuples, nous n'avons pas d'autre choix que soustraire les secteurs qui relèvent de l'intérêt général à la loi des marchés financiers. **Sans baisse du coût du capital, les travailleurs ne verront pas leurs revenus augmenter jusqu'au niveau de décence commune.**

La définanciarisation de l'économie passe par une loi de séparation bancaire stricte entre les banques de dépôt et les banques de financement pour nous prémunir d'une nouvelle crise financière bien sûr, mais aussi pour canaliser les financements vers l'économie de production.



Car **la désindustrialisation que connaît notre pays depuis plusieurs décennies n'est pas une catastrophe naturelle.** Elle procède de deux phénomènes principaux : d'une part, les exigences exorbitantes de rendement des actionnaires, d'autre part, de la concurrence féroce des pays à bas coûts qui ne sont pas assujettis aux mêmes règles sociales et environnementales.

Encore faut-il comprendre la structure même de l'industrie française qui s'est développée, après la Libération, grâce à la puissance publique qui est entrée au capital des entreprises. Plus tard, les nationalisations de 1981 avaient permis d'enrayer le déclin qui s'amorçait.

Mais les privatisations massives survenues dans les années 90 ont dépossédé notre pays de pans entiers de son industrie qui certes, avait besoin de se moderniser, mais dont rien ne justifiait la disparition. Les élites étaient alors acquises à l'idée que l'économie de service constituait l'avenir, renonçant ainsi à toute politique industrielle. Récemment encore, le refus de nationaliser Florange et le scandale du sabotage d'Alstom poursuivent la longue liste des abdications de nos gouvernants. L'absence de politique de filières, d'investissements massifs en faveur des nouveaux modes productifs, de la numérisation et de la robotisation dans l'industrie française, au profit de l'absurde course à la baisse du coût du travail, constitue une faute stratégique majeure. Il est temps de réagir !

La relance de notre économie de production et du tissu industriel, vital pour l'économie en France comme en Europe (1 emploi industriel induit 4 emplois dans l'économie de service) **implique des mesures de protection vis-à-vis de la voracité des marchés comme de la concurrence déloyale, mais aussi un plan d'investissement massif dans la recherche** et le fléchage de l'épargne disponible pour financer nos filières stratégiques.



Rencontres fondatrices de Valence - Texte d'orientation

Changer la répartition du travail

Nul besoin de se jeter à corps perdu dans les trouvailles aussi « innovantes » que simplistes des théoriciens de la « fin du travail ».

Les principes fondamentaux du capitalisme n'ont pas changé au point de supprimer la notion de partage des gains de productivité. Et pour ce faire, en tant que socialistes conséquents, **nous continuons de prôner la répartition du travail.**

Entre 1810 et 1840, les salariés travaillaient 4000 heures par an, jusqu'à 17h par jour, 6 jours par semaine, sans congés ni retraites ; puis ils passèrent aux 3000 heures au début du XXème siècle. C'est dans cette bataille-là, ponctuée de grèves et de terrifiantes répressions, que naquit le mouvement ouvrier. On atteignit 2000 heures au milieu des années 1930, puis la confrontation sociale reprit à la fin des années 1950 pour nous amener à présent dans une fourchette de 1350 à 1550 heures, dans la quasi-totalité des pays développés. Hors période de crise, on a eu le plein emploi de 1840 à 1972, tout du long, parce que la durée du travail avait été réduite de 60 %. **Ce n'est pas seulement la réduction du temps de travail qui a conduit à l'émancipation sociale : c'est aussi l'affectation d'une partie des bénéfices à la protection sociale.**

Il faut reprendre cette marche en avant. Une répartition massive du temps de travail disponible qui conduise rapidement à modifier en profondeur les rapports dans le travail est la seule issue réaliste à la crise du travail.

Il s'agit de sortir de la politique malthusienne qui est à l'œuvre depuis tant d'années. Il y a dans notre approche du problème une volonté de réinventer l'activité, d'inverser le rapport au travail, de sauver sa noblesse, de le rendre positif et plus compatible avec des vies quotidiennes organisées différemment. Aussi longtemps que le quart de notre population n'a pas d'emploi permanent et décemment rémunéré, nous sommes sous la menace d'une catastrophe sociale qui annonce l'apathie et les votes ultra-conservateurs et identitaires. La France doit impulser dès que possible le passage à 32h par semaine, sans réduction de salaire. Pour faire de la place sur le marché du travail aux trois à quatre millions de personnes qui n'en ont pas, il n'y a pas d'autre moyen que de faire baisser la durée du travail de ceux qui en ont. **Il faut sortir le travail des lois du marché et en faire un enjeu central de la politique.**

Afin de maintenir l'avantage compétitif français, à savoir sa productivité élevée, **il est tout à fait indispensable d'accompagner cette nouvelle phase de répartition du travail d'une grande politique de formation professionnelle.** Il y a en effet des gisements de capacités, de savoirs et de volontés qu'il faut être capable de mobiliser et mettre en valeur.

Chacun connaît l'importance du milieu familial d'origine dans la détermination des parcours scolaires, mais, tout au long de la vie, les expériences accumulées conduisent à des ambitions nouvelles que la formation dans ses modalités actuelles est incapable de prendre en charge.

Le rythme du progrès rend obsolète la concentration des apprentissages au début de l'existence. C'est une absurdité économique et un gâchis social. **Il faut que la formation continue bénéficie des mêmes moyens que la formation initiale.** Il s'agit d'une vraie révolution : mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie de 300 heures par an pour tous, accompagné d'une réduction du temps de travail de 300 heures par an.

Par la coopération qu'il implique normalement, le travail représente un lieu unique d'émancipation, d'expérimentation de la vie en commun. Il ne saurait donc être question d'en nier la promesse émancipatrice. Mais, si le travail peut donner le meilleur, il peut aussi amener le pire comme le montrent les pathologies et les suicides générés par les formes d'organisation néolibérales.

Si le travail est une condition d'une socialisation durable et réelle, la société doit accepter des approches différenciées de ce qui donne à chacun le sens de sa vie. L'engagement professionnel n'est pas le seul engagement respectable et profitable à la bonne marche de la société. Mais **à la différence du revenu universel, le travail met le pied à l'étrier, réalise l'intégration au corps social, octroie à chacun une utilité et une reconnaissance.**



Restaurer le pacte social

Pour restaurer la confiance entre les « partenaires » sociaux, nous pensons qu'il sera nécessaire d'abolir toutes les « lois travail » d'Hollande et de Macron, tant ces lois sont en réalité des « lois capital ».

La hiérarchie des normes devra être rétablie car en République, les contrats ne peuvent pas plus déroger à la Loi en matière de droit du travail qu'en matière de droit pénal, de droit des affaires ou de droit civil !

Revenons-en à cette vérité énoncée en début de chapitre : la lutte de classes gagnée par le Capital au cours des 40 dernières années lui fait engranger en France, chaque année, l'équivalent de 5 millions d'emplois payés 2000€ net.

Si on ajoute à cela le manque à gagner de la fraude fiscale (au moins 50 milliards d'euros) et des niches fiscales (100 milliards d'euros), il existe donc des marges de manœuvre conséquentes, du « grain à moudre » au profit des travailleurs. Le mouvement des Gilets Jaunes a mis en évidence qu'en-dessous de 1600, 1700 euros net, la vie ne se réduisait qu'à la stricte reconstitution de la force de travail. **Il faut en tirer les conséquences en agissant sur le SMIC, qui demeure un bon levier pour faire monter l'ensemble des salaires.**

Deuxième enseignement du mouvement des Gilets Jaunes, peut-être moins porté sur le devant de la scène que les bas salaires : les basses retraites. Nous croyions en avoir fini avec la misère des vieux, mais celle-ci repart de plus belle. Force est de constater que les résultats des régressions Balladur (40 annuités de cotisations au lieu de 37,5 et calcul de la pension sur les 25 meilleures et non plus les 10 meilleures années), Fillon (40 annuités pour le public), Sarkozy (retraite à 62 ans) et Hollande (42 annuités de cotisations) se manifestent à présent sous nos yeux de façon spectaculaire.

Le démantèlement à l'œuvre de l'organisation territoriale de la république au profit d'une hyper concurrence des méga régions européennes exige la réappropriation collective et démocratique des leviers de décision à l'échelle des citoyens afin de garantir les mêmes droits d'accès aux services publics et à l'aménagement du territoire pour tous contre le dumping territorial en cours.

Maintenir la base de calcul de la retraite par répartition, garantir le niveau de vie de nos aînés, mieux prendre en charge la dépendance, sont des mesures de justice sociale qui nous permettront également de desserrer la crispation des Français sur l'épargne. En effet, ceux-ci épargnent beaucoup parce qu'ils ont peur pour leurs vieux jours. Or le rendement de l'épargne est essentiellement (et artificiellement) assuré par les marchés financiers. Il y a donc pour nous une contradiction politique à résoudre, car pour restaurer la valeur du travail, on doit s'attaquer aux marchés financiers, mais ce faisant on risque de compromettre la valeur de l'épargne. **La seule issue possible est donc l'augmentation des retraites et leur pérennisation à un haut niveau.**

14 L'ultime étape de la « révolution libérale » en France est le démantèlement de la protection sociale. Les réformes préparées par Emmanuel Macron vont dans ce sens. Le transfert des cotisations salariales d'assurance-chômage vers la CSG et l'impôt transforment en profondeur les principes de notre protection sociale : il ne s'agit plus de mutualiser les risques et de cotiser à une assurance collective qui ouvre des droits mais d'assurer des aides publiques définies par le Parlement, et qui dépendent donc de la conjoncture politique, par nature changeante.

Toutes les questions que le système pensait définitivement réglées (grâce à la mondialisation, son opérateur « Union Européenne », les trahisons de la gauche, les défaites de la résistance populaire...) devront être à nouveau posées car les contradictions sont trop fortes.

Un monde où 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité¹ n'est pas soutenable.

¹Comme le révèle le rapport d'Oxfam Services publics ou fortunes privées ? publié en janvier 2019

Nous voulons imposer au capital de rendre au moins la moitié de ce qu'il a pris au travail. Notre parti s'inscrit donc dans la perspective d'une extension de la sphère publique, c'est-à-dire de l'Etat et donc de l'intérêt général. Cela suppose d'exfiltrer du CAC40 toutes les entreprises exerçant un service public ou ayant acquis les caractères d'un monopole de fait. Les produits agricoles chimiques et dopés aux bas salaires venus d'ailleurs seront interdits. Les marchés publics favoriseront systématiquement les entreprises établies en France.

Notre parti se veut être le parti des travailleurs, de ceux qui aspirent à l'être et de toutes celles et ceux qui ne peuvent décider de leur vie parce qu'ils subissent la domination du pouvoir et de l'argent.

Républicains éco-socialistes, nous voulons, pour notre part, reconstruire le lien entre l'idéal républicain et le pacte social qui le rend lisible pour tous.

Nous prenons donc ainsi résolument le parti du travail et des travailleurs.

III. Nous prenons le parti de la citoyenneté

À la différence des réactionnaires de tout poil et des différentialistes de toute obédience, **nous affirmons l'unité du genre humain et notre attachement à la République universelle.** Le projet républicain n'est pas une injonction mais une aspiration à donner son plein sens, par la délibération collective, à l'engagement civique attendu de chacun. **Il existe mille manières d'être Français mais une seule façon de l'exprimer : la citoyenneté !** Celle-ci repose sur la liberté de conscience et d'expression, l'égalité entre les sexes, la neutralité de l'État, la primauté du droit civil sur les règles religieuses. C'est en son nom, et non en celui de la diversité, de l'identité ou de minorités, toutes notions qui enferment alors qu'il s'agit de libérer, que nous nous battons contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion.

La République, tout un programme !

L'enjeu, pour la gauche républicaine, c'est bien de promouvoir une citoyenneté décomplexée, pour lutter contre le déclinisme ambiant et pour faire triompher d'autre part la devise Liberté — Égalité — Fraternité, qui n'est pas un totem mais un programme que nous devons recommencer ensemble chaque jour.

La liberté des Républicains n'est pas la liberté des libéraux, ni celle des libertaires. Notre liberté n'est pas celle du renard dans le poulailler. **Notre liberté, c'est l'émancipation du peuple conçue comme condition de l'émancipation de l'individu.** Ce sont les libertés publiques, celles de manifester, d'exprimer ses convictions mais aussi celles qui garantissent notre intimité, nos données personnelles. Ce sont aussi les libertés nouvelles, sans cesse à conquérir, comme celle de mourir dans la dignité.

L'égalité ne veut pas dire l'alignement ou le nivellement, qui s'effectue toujours par le bas. **Notre égalité, c'est l'égalité du citoyen devant la loi, quel que soit son sexe, ses origines, ses croyances, son statut social ou sa fortune.** C'est aussi une finalité qui fait de la lutte contre les inégalités économiques, sociales mais aussi les discriminations, le fil conducteur des choix publics. Ce n'est pas seulement l'égalité des chances mais bel et bien l'égalité de conditions et ce tout au long de la vie .

La fraternité n'est pas une morale. Notre fraternité, c'est ce qui lie les citoyens, par-delà leurs différences. **Notre fraternité permet de faire société, d'unir la République en unissant celles et ceux qui la font vivre.** Elle est aussi une attente d'implication de chacun à travers le civisme, la citoyenneté et une solidarité active.

Si tout le monde, ou presque, se dit aujourd'hui républicain, c'est parce que la République souffre d'un malentendu qu'il s'agit de dissiper : nous en faisons un projet politique qui ne se confond pas avec la définition d'un cours de droit constitutionnel.

La République que la gauche a toujours portée dans ses combats n'est pas une forme juridique, mais un programme : elle n'est pas compatible avec l'émiettement de la Nation, ne peut s'accommoder de l'atomisation du corps social, ne doit pas transiger avec le respect de la loi, ni accepter que la souveraineté du peuple puisse être contournée.



15 A l'heure où les particularismes locaux sont engagés dans une surenchère permanente et où la globalisation encourage la concentration des capitaux dans quelques métropoles, nous pensons qu'il n'y a pas de prospérité possible sans affirmer l'unité et l'indivisibilité de la nation républicaine.

Si nous sommes de fervents décentralisateurs, c'est parce qu'il existe, dans le pays, une inventivité qui doit pouvoir s'exprimer en tenant compte des singularités locales et de la vivacité des élus locaux, souvent remarquablement investis dans leurs missions. Le déséquilibre surgit lorsque l'Etat se met aux abonnés absents, abandonne toute ambition d'aménagement du territoire et laisse la concurrence déloyale se déployer entre métropoles et territoires périphériques. Il existe une relégation territoriale qui entame le sentiment d'appartenance à un destin commun, sape le consentement à l'impôt et aggrave l'appauvrissement de régions entières qui ont pourtant tant donné pour notre rayonnement industriel et notre indépendance.

Chérir et défendre la laïcité

La République, c'est notre bien commun, un principe d'unité contre les communautarismes et les diverses assignations à résidence identitaire qui fragmentent et dissolvent la société. Clef de voûte de la République, la laïcité est la condition d'une société qui ne soit pas un simple agrégat d'individus ou de groupes.

Il y a une offensive très visible du séparatisme social, culturel, sexuel et religieux qui menace le pacte républicain. **Celles et ceux, de toutes obédiences et de toutes convictions, qui misent sur la faiblesse du modèle républicain, seraient les premières victimes si celui-ci venait à sombrer.** Car le communautarisme, c'est le trop plein d'identité et le grand vide de liberté et d'émancipation.

La laïcité, sans ruse et sans adjectif ne se réduit pas à la belle loi de 1905 qui organise la séparation des églises et de l'Etat. La laïcité ne se dresse ni pour, ni contre les religions : elle établit un espace commun, en dehors et à l'écart d'elles, où les croyances ne fondent pas, et ne peuvent s'imposer, à la loi commune.

La laïcité est, dans chacune des consciences, la compréhension que la loi de la République ne se soumet à aucune autre règle coutumière. A l'évidence, la République ne peut pas interdire tout ce qu'elle réprime – c'est le principe de l'Etat de droit, « mais les républicains ont à faire preuve de courage pour faire vivre leur devise et fonder une citoyenneté pleine et entière pour tous ses enfants, quelle que soit leur origine.

A tous, la République a la plus belle des communautés à offrir : la communauté nationale.

Insupportable est l'injonction faite à telle ou telle supposée « communauté » de montrer pâte blanche et de démontrer son attachement à la nationale. D'autant plus pénible que les élites agissent elles, contre la Nation, en toute impunité. Où est le patriotisme de M. Kron ou de M. Ghosn ? Où est le patriotisme des stars télévisuelles et artistes du ballon rond qui défendent nos couleurs et choisissent l'exil fiscal ?



Promouvoir l'Etat et la puissance publique

La République pour tous que nous appelons de nos vœux suppose de reconstruire l'Etat. Un Etat puissance, un Etat stratège. La République n'est pas un régime de faiblesse où triompherait la toute-puissance des individus.

La liberté des citoyens s'exerce au cœur d'une société dans laquelle le sort de chacun est lié à celui des autres. Elle suppose la loi et l'édification d'un Etat car comme le dit Lacordaire : **« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit ».**

L'autorité de la loi implique l'équilibre entre droits et devoirs car les droits des uns sont les devoirs des autres. L'extension indéfinie des droits est une illusion qui programme les désillusions. La citoyenneté implique des devoirs envers la Nation, le don de soi pour une cause qui nous surplombe, nous lie et nous délivre.

On ne peut tenir la promesse républicaine sans évoquer l'institution qui en est la clef de voûte : **l'école. Elle est le cœur battant de la République, le premier vecteur d'émancipation. Elle est cette chance offerte à chaque enfant de s'arracher aux conditions de sa naissance.** Par l'école, on devient citoyen. Par l'école, on a accès au monde.

La concurrence déloyale de l'enseignement privé sévit aujourd'hui car il n'a aucune contrainte de mixité sociale. Les subventions versées aux écoles privées doivent être proportionnées à l'accueil d'élèves boursiers.

L'Etat a également un rôle déterminant dans l'émancipation de tous les citoyens par la culture, qu'il s'agisse de la pratique d'une discipline artistique ou la découverte d'œuvres qui interrogent le monde et le présent. L'art apporte une connaissance de soi et des autres. Avec la coopération des collectivités, l'Etat doit être volontariste dans son soutien à l'art et à la culture sur l'ensemble du territoire national.

La passivité des gouvernements face à l'évasion fiscale est particulièrement coupable. La mobilisation de l'opinion publique, relayée par les Gilets jaunes, contre ce véritable scandale, a encouragé le gouvernement à annoncer une taxation des GAFAM qui resterait cependant très insuffisante au regard de ce que devraient acquitter ces entreprises.

Le pays se prive ainsi de moyens dont il a tant besoin. Et c'est en s'appuyant sur la dégradation du consentement à l'impôt que les libéraux justifient le recul des services publics et des prestations sociales. Nous devons y opposer une alternative radicale : justice fiscale et politique de relance pour assurer une intervention publique au service du bien commun.

Les secteurs régaliens eux-mêmes sont aujourd'hui touchés par les politiques d'austérité.

Il est essentiel que le pays débattre sérieusement des moyens humains, matériels et des stratégies à déployer pour assurer la sécurité mais aussi permettre aux forces de l'ordre d'exercer leurs missions dans de meilleures conditions.

La sécurité des biens et des personnes est une exigence absolue et un droit qui doit être garanti à tous. Car si les menaces restent importantes – en particulier la menace terroriste, elles ne doivent pas entraîner la République dans la surenchère permanente. Les gouvernements ont ainsi cru conjurer les risques en durcissant les peines et en mettant en cause les libertés publiques, généralisant des procédures qui devaient être réservées à des situations exceptionnelles.

De la même façon, le gouvernement (encouragé par la droite) vient de proposer une loi « anticasseurs » pour répondre aux violences qui ont émaillé les manifestations. Il est temps de retrouver la sérénité et le discernement nécessaires afin que les autorités n'exacerbent pas les tensions et n'exposent pas inutilement nos forces de l'ordre. La crédibilité des services de police et de gendarmerie exige un respect scrupuleux du cadre républicain, un usage toujours proportionné de la force.



Restaurer la démocratie

A l'idéal républicain, les libéraux préfèrent la post-démocratie, un régime qui préserve les apparences de la démocratie, mais qui n'en a plus les qualités.

Les élections peuvent aboutir à des changements de majorité, mais elles ne modifient qu'à la marge le contenu des politiques mises en œuvre. Tous les avertisseurs sonnent : la crédibilité de la parole politique est effondrée, les partis sont devenus des appareils et des corporations d'élus qui suscitent la méfiance de nos concitoyens. Le Parlement est bridé, les lobbys sont devenus omniprésents et la politique se fait désormais « à la corbeille » dictée par les intérêts de la finance.

Ce constat nous impose en premier lieu de **réaffirmer la souveraineté du peuple comme la source de la légitimité de l'action publique.**

Le sens de l'article 3 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen mérite d'être rappelé car il permet de comprendre la nature de la crise politique à laquelle nous sommes confrontés : « Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

Combien de fois ce principe a été foulé aux pieds ces dernières années ?

Cette crise politique doit à l'évidence se traduire par une profonde transformation de nos institutions.

Le quinquennat a déséquilibré les pouvoirs : le rôle du gouvernement et celui du parlement s'en sont trouvés profondément affaiblis. **Pour réparer nos institutions, il convient de renforcer le parlement, mais aussi de lui garantir une meilleure représentativité.** Par ailleurs, la reconnexion des institutions avec les citoyens est essentielle : nous proposons d'instituer une journée référendaire annuelle en intégrant un droit d'initiative populaire.



Par ailleurs, afin de lier plus étroitement la représentation politique aux citoyens et d'éviter le phénomène de rente de situation qui s'est progressivement constitué, une démocratie « augmentée » implique de réfléchir à un nouveau financement public des partis qui pourrait évoluer, par exemple vers l'affectation d'une petite partie de l'impôt sur le revenu selon le choix des citoyens.

Face au modèle libéral de l'individualisme triomphant, il n'y a pas de projet plus subversif que l'idéal républicain. Républicains éco-socialistes nous réaffirmons que pour nous la République c'est avant tout la citoyenneté et l'appartenance à une communauté de citoyens égaux en droits et en devoirs.

Nous prenons ainsi résolument le parti de la citoyenneté républicaine.



“La République jusqu'au bout”

Nous vivons des bouleversements majeurs. Serons-nous acteurs du monde qui vient ?

Partout, le cycle de la « mondialisation heureuse » s'inverse, des déstabilisations politiques et démocratiques profondes répondent aux profondes inégalités et malaises sociaux qu'elle a provoqués.

Si nous voulons être fidèles à nos idéaux, à nos convictions et à la responsabilité historique de la gauche, il nous faut prendre la mesure des secousses telluriques qui traversent nos sociétés et réfléchir à la stratégie à engager pour répondre aux attentes de nos compatriotes.

Pour y parvenir, on ne pourra pas simplement reproduire les méthodes d'hier. C'est, d'une certaine façon, ce constat qui nous conduit à nous engager dans la création d'un nouveau parti et d'opter pour une stratégie nouvelle.

Il est des moments historiques que l'on peut qualifier de bifurcations, car la succession de faits, qui paraissent dans un premier temps de faible importance, finissent par avoir des conséquences majeures. Il revient aux politiques de mesurer les mouvements engagés et d'agir pour orienter ces bifurcations. Et la coïncidence entre la réémergence des peuples et l'apparition des signes d'une grande bifurcation, montre l'urgence de construire le parti du « peuple de gauche ».

Si l'existence de celui-ci semble infirmée par les résultats électoraux récents, sa réalité sociologique et culturelle ne fait pas de doute. Ouvriers, employés, fonctionnaires, précaires, petits chefs d'entreprise, artisans, petite bourgeoisie intellectuelle : à nous de rassembler ce qui est éparé. Les représentations parfois diffèrent. Mais les intérêts, incontestablement, convergent.

Et si le clivage « droite/gauche » semble s'estomper, c'est bien parce qu'une partie de la gauche française a tourné le dos, dans l'exercice du pouvoir, aux principes fondamentaux qui en justifiaient l'existence.

Le discours, réduit à la seule invocation des « valeurs », sonne creux quand il renonce à sa mission historique, qui est bien celle de défendre des « intérêts ».

Il ne suffit pas de répéter « gauche, gauche, gauche » en sautant comme des cabris pour remédier à cette réalité : la gauche est d'abord fondée par et pour ceux qu'elle a vocation à défendre, par la contestation de l'ordre établi, l'exigence de changement ainsi que le projet qu'elle porte. Et c'est bien de là qu'il faut repartir.

La confrontation au pouvoir, la dérive croissante du PS vers le néo-libéralisme puis la théorisation des gauches irréconciliables ont réduit l'idée de rassemblement de la gauche à un bricolage électoral de dernière minute.

Or la gauche n'existe pas sans le peuple, qui est la force motrice de notre avenir.

Si nous plaidons toujours pour l'unité, c'est parce que nous estimons qu'il faut constituer un bloc populaire et politique fort, rassemblé autour d'accords programmatiques clairs et ambitieux, impliquant les citoyens. C'est ce que nous appelons **le nouveau front populaire qui est nécessaire pour assurer la conquête du pouvoir et qui passe par une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle de 2022.** Il ne saurait être exigé à personne de renoncer à sa singularité – la gauche française a toujours été multiple – mais de s'engager autour d'un contrat commun.

L'objectif passera sans doute par des phases de transition à partir de la situation actuelle d'affaiblissement, d'émiettement et même d'un certain discrédit. Nous vivons une période de décomposition. Mais nous avons l'ambition de peser sur le processus de recomposition politique qu'il faut engager rapidement pour rompre avec le capitalisme financier et éviter le basculement vers l'idéologie identitaire.

La situation actuelle, en particulier dans le contexte des élections européennes à venir, ne favorisera pas la constitution immédiate de ce nouveau front populaire.

A bien des égards, le projet européen est l'angle mort de la gauche française qui reste divisée. La clarification viendra des urnes.

Pour notre part, nous nous inscrivons dans une double dynamique de rassemblement : d'une part en créant ensemble un nouveau parti, et d'autre part en convergeant avec la FI et en participant avec elle à une liste pour les européennes, conduite par Manon Aubry dont nous connaissons le combat contre l'évasion fiscale. Cette campagne sera pour nous l'occasion de défendre une Europe au service des peuples, dans le respect des nations qui la composent.

Dans ces temps troublés, notre intuition est simple : la cause républicaine peut être demain le ciment qui permettra à la gauche de s'unir et au peuple de se retrouver. Car notre pays est un pays singulier, une nation politique qui fonde son pacte social, son rayonnement et son identité sur une certaine idée de la République. Une République née des Lumières et de la grande Révolution, consolidée par la conquête du suffrage universel et l'abolition de l'esclavage sous la seconde République, installée par la troisième République avec l'école publique et la laïcité, renforcée par les conquêtes sociales du Front populaire et le programme du CNR.

Or, peut-être plus qu'ailleurs, la France a été percutée par l'offensive de la mondialisation financière. Moins par l'ampleur des dérégulations réalisées que par la nature même des choix de société qui s'opposaient frontalement au pacte républicain auquel nos compatriotes souscrivent. De fait, nous sommes un des pays développés le moins perméable à l'idéologie libérale. En 2017, moins d'un quart des Français est acquis aux thèses néolibérales. Déjà en 2005, une majorité de Français avait voté contre le projet de traité européen qui prétendait constitutionnaliser « la concurrence libre et non faussée » et le libre échange généralisé.

Voilà que surgit, de façon inattendue, un mouvement populaire qui s'empare du drapeau tricolore et entonne la Marseillaise. Sans mythifier à l'excès ce mouvement inédit, **on peut observer une large attente de justice sociale, de souveraineté retrouvée, de services publics garantis pour tous et toutes, bref l'espérance d'une reconquête républicaine et d'une république sociale. Ce projet, c'est celui tracé depuis Jaurès avec le socialisme défini comme « la république jusqu'au bout » !**

C'est pourquoi, même si rien n'est acquis, si parfois les vents paraissent contraires, si une partie de la gauche s'est disqualifiée justement parce qu'elle avait abandonné la patrie républicaine à l'extrême droite, **il est permis d'espérer que dans notre pays l'inversion du cycle libéral, la grande bifurcation ouvre la voie à une République sociale, laïque et écologique.**

Il est temps de prendre un autre chemin !